**[Emmanuel Cugny, journaliste France Info]** Bonsoir à tous. L'Internet 5G va bientôt faire son apparition en France. Vous le savez, il s'agit de l'Internet ultra-rapide, encore mieux que la fibre, encore mieux que la 4G. En tout cas, elle concernera les entreprises avant les particuliers mais représentent déjà de forts enjeux économiques et financiers. Bonsoir Didier Casas.

**[Didier Casas, Vice-président de la Fédération Française des Télécoms]** Bonsoir.

**[Emmanuel Cugny]** Vous êtes Vice-président de la Fédération Française des Télécoms, par ailleurs, Directeur général adjoint de Bouygues Télécom. Le déploiement de la 5G est devenu aussi un enjeu très diplomatique. Faut-il accepter ou interdire le chinois Huawei est sur le sol français ?

**[Didier Casas]** Écoutez, ce que je constate d'abord c'est que ça n'est pas ce que demandent nos amis britanniques qui viennent de décider l'inverse. Ça n'est pas non plus si j'ai bien lu ce que demande le commissaire européen Thierry Breton, qui vient d'expliquer, publiquement, que Huawei était le bienvenu en Europe. Et, j'allais vous dire que, si d'aventure, Huawei devait être interdit en France, ce serait au gouvernement français de le dire, bien sûr, et nous serions d'ailleurs nous, opérateurs, très intéressés à ce qu'il nous dise rapidement. Parce qu'on nous demande, par ailleurs, d'investir beaucoup dans la 5G qui va arriver...

**[Emmanuel Cugny]** On va y revenir en détail Didier Casas mais en fin de semaine dernière, l'Europe a laissé la porte ouverte au chinois Huawei que l'on sait accusé par les américains d'espionner au profit du régime communiste à Pékin. Est-ce que... On a bien entendu votre position sur la nécessité de travailler ensemble. Mais est-ce que, contrairement à l'Europe, la France est sur la même ligne et accepterait Huawei aujourd'hui ?

**[Didier Casas]** C'est ce que je vous disais. Au moment où nous nous parlons, en réalité nous ignorons ce que souhaite faire le gouvernement français. Et le problème c'est qu'il y a urgence, parce que...

**[Emmanuel Cugny]** En tout cas, le gouvernement est timoré, beaucoup plus que l'Europe, ça c'est clair.

**[Didier Casas]** En tout cas, le gouvernement ne nous dit pas clairement aujourd'hui s'il souhaite que Huawei soit interdit en France. S'il souhaite qu'il soit interdit, quand le serait-il ? Dans quelle région ? Sur quelle ville ? Dans quels délais ? À quelles conditions ? Avec quelles conséquences pour les opérateurs ? Notamment sur le déploiement de la 5G. Je vous le disais, nous sommes actuellement engagés, et le gouvernement n'y est pas pour rien, dans un objectif de déploiement accéléré de la 5G. On se propose de nous vendre des fréquences à plusieurs milliards d'euros dans quelques semaines maintenant. Nous sommes dans les *"starting blocks"* et, au fond, on ne sait pas avec quel ciment nous devons monter les murs.

**[Emmanuel Cugny]** Si l'État met des barrières vous demanderez des compensations financières par exemple ?

**[Didier Casas]** En tout cas ce qui paraît certain, c'est que nous ne voyons pas pourquoi il en serait autrement. Regardez ce qui se passe aux États-Unis, le Président Trump a expliqué très clairement qu'il ne souhaitait plus qu'un certain nombre d'équipementiers équipe les opérateurs américains. Et il a décidé, fort logiquement, que les entreprises américaines seraient accompagnées financièrement dans cette transition. Si un équipementier, Huawei par exemple, exemple devaient être interdits en France il faudrait que certaines des entreprises du secteur des montres jusqu'à la moitié de leurs réseaux télécoms, c'est plusieurs milliards d'euros d'investissement qui est sur la table.

**[Emmanuel Cugny]** Didier Casas, est-ce qu'il n'existe pas quand même des solutions annexes ? Vendredi, Stéphane Richard, le patron du groupe Orange, a annoncé qu'il allait travailler avec Nokia et Ericsson. Donc il n'y a pas que Huawei finalement. Et puis Thierry Breton, le commissaire européen au marché intérieur, vous l'avez dit, affirme haut et fort que l'Europe est à la pointe aujourd'hui contrairement à ce que disent les allemands sur la 5G. Donc il y a peut-être des solutions alternatives.

**[Didier Casas]** Bien entendu il y a des solutions alternatives. Bouygues Télécom, par exemple, travaille avec d'autres équipementiers : avec Ericsson, avec Nokia... et il est naturel que dans ce secteur comment dans d'autres, la concurrence joue. Vous parliez d'Orange : j'observe qu'Orange n'utilise pas Huawei en France mais partout ailleurs dans le monde là où il réalise, je crois à peu près la moitié de ses revenus, il utilise massivement Huawei. Donc Huawei est un acteur important mais il en existe, d'autres c'est un fait.

**[Emmanuel Cugny]** Il y a quatre grands opérateurs téléphoniques aujourd'hui en France : Orange, Bouygues Télécom, que vous représentez, SFR et Free mobile. Vous allez devoir vous partager le gâteau de ces milliards d'euros de fréquences. Les enchères auront lieu en avril [2020] c'est cela ?

**[Didier Casas]** Oui, les enchères iront auront lieu en avril. Si je peux me permettre cette remarque : nous n'allons pas "nous partager le gâteau des milliards d'euros fréquences", nous allons devoir payer les milliards d'euros pour les fréquences, ce qui est un peu...

**[Emmanuel Cugny]** Vous allez vous répartir les sommes.

**[Didier Casas]** Voilà, on va devoir se répartir le paiement de ces sommes. Mais c'est bien ce que vous vouliez dire... Donc les enchères vont avoir lieu très vite. Il va falloir bien sûr que chacune des quatre entreprises détermine sa stratégie selon ses objectifs, selon ses moyens aussi, selon ce qu'elle peut faire et puis j'insiste...

**[Emmanuel Cugny]** Ça coûte combien, en gros aujourd'hui, d'installer les réseaux 5G ? Parce que ce sont de très lourds investissements.

**[Didier Casas]** Vous savez, pour faire de la 5G - comme la 4G, comme la 3G, comme la 2G - il faut, on n'a jamais rien inventé d'autres, il faut trois choses : il faut des fréquences, des téléphones et de l'électronique. Et l'électronique c'est la question de Huawei, Nokia, Ericsson, dont on a parlé juste avant. Les téléphones : eh bien c'est Apple, Samsung, Huawei et les autres qui les fabriquent. Et puis il faut bien sûr des fréquences qui sont la propriété de l'État et que nous achetons. Ça coûte plusieurs milliards d'euros d'investissement.

**[Emmanuel Cugny]** Vous les avez aujourd'hui ces milliards ?

**[Didier Casas]** Oui bien sûr, l'industrie se prépare pour les avoir...

**[Emmanuel Cugny]** Donc l'État n'a pas besoin de vous aider ?

**[Didier Casas]** Non, l'industrie n'a jamais demandé que l'État l'aide à acheter des fréquences. Et d'ailleurs franchement, si nous lui demandions, je ne crois pas qu'il l'accepterait.

**[Emmanuel Cugny]** Didier Casas, il y a donc quatre grands opérateurs aujourd'hui en France. Est-ce qu'il n'y en a pas un de trop ?

**[Didier Casas]** Ah, vieille question. Écoutez, j'ai le sentiment qu'à 4, aujourd'hui, nous vivons convenablement, que la concurrence est animée, que les Français sont heureux de pouvoir bénéficier de la concurrence entre quatre opérateurs. J'ai le sentiment aussi que les pouvoirs publics sont pas très favorables à ce qu'il y en ait moins... Bref. Je ne crois pas que les conditions soient réunies en tout cas au moment où nous nous parlons et que je sache pour qu'il y ait un opérateur en moins, ou deux ou trois en moins...

**[Emmanuel Cugny]** Le secteur de la téléphonie est lui aussi concerné par les questions environnementales et ce matin, dans le quotidien Les Échos, le patron d'Orange, Stéphane Richard, a dit qu'il veut atteindre "le zéro carbone dix ans avant le reste de l'industrie." Il rejette en gros un million et demi de tonnes de Co2 par an pour le groupe Orange. C'est une préoccupation pour tous les opérateurs aujourd'hui ?

**[Didier Casas]** Oui bien sûr. Tous les opérateurs, Orange... Stéphane richard l'a dit. Mais tous les opérateurs sont préoccupés par ce sujet. Nous sommes tous engagés dans des plans d'économies d'énergie très important. Considérez que, ça ne paraît rien, mais, en fait, pour faire fonctionner nos réseaux, fixes ou mobiles, nous consommons énormément d'énergie. Ce qui coûte beaucoup à nos entreprises. Donc nous sommes engagés dans de puissants plans d'économies d'énergie. Et puis nous sommes aussi très préoccupés de l'intégration de nos réseaux mobiles, notamment les fameuses antennes, dans le paysage...

**[Emmanuel Cugny]** Ce qui peut poser certains problèmes sanitaires pour certains.

**[Didier Casas]** Et puis nous sommes attentifs, pour l'instant il n'y a pas de problème sanitaire avéré, mais nous sommes attentifs aux sujets de, notamment effectivement, des conséquences éventuelles des radiofréquences sur la santé.

**[Emmanuel Cugny]** Merci beaucoup Didier Casas, Vice-président de la Fédération Française des Télécoms, bonsoir.